



**12 mars
marches**

**pour
le climat
et la justice
sociale**

**DOSSIER
DE
PRESSE**



marcheclimat.fr/12mars/



EVENT - MARCHES
LOOK UP · 12 MARS



#MarcheLookUp



#MarcheLookUp

SOMMAIRE

1

LES OBJECTIFS
DES MARCHES
« LOOK UP »

2

LA FAIBLE PLACE DU
CLIMAT DANS LA
CAMPAGNE
PRÉSIDENTIELLE

3

LES
ORGANISATIONS
PARTICIPANTES ET
LES VILLES
MOBILISÉES

4

PRÉSENTATION DES
INTERVENANTS

INTRODUCTION

L'urgence climatique est là. Ces quelques mots peuvent sembler d'une banalité incroyable pour les milliers de scientifiques spécialisés, les millions de citoyens préoccupés, et les milliards d'êtres humains déjà touchés par les phénomènes climatiques toujours plus fréquents et plus extrêmes.

Le dernier rapport du GIEC, paru le 28 février 2022, montre que certains systèmes naturels, mais aussi humains, sont déjà poussés au-delà de leur limite d'adaptation. Selon le GIEC, entre 3,3 et 3,6 milliards de personnes vivent aujourd'hui dans des environnements « très vulnérables » au dérèglement climatique. Si le réchauffement dépasse 1,5°C, cela entraînera une augmentation considérable des risques. Au-delà de ce seuil, la multiplication des aléas climatiques mettra une pression supplémentaire sur de nombreux secteurs (par exemple, des sécheresses à répétition qui entraînent de mauvaises récoltes, conduisant à une augmentation des prix, puis à des pénuries multiples) qui ne seront plus en capacité de s'adapter rapidement. Au final, c'est bien l'organisation de la société telle que nous la connaissons qui risque d'être profondément chamboulée.

Face à ce constat scientifique, la moindre des choses, pour les candidats et candidates à la présidentielle et les décideurs économiques, serait d'agir vite et fort. De prendre acte de cette réalité et de tout mettre en œuvre pour limiter les effets négatifs du changement climatique. De tenir un discours de vérité aux citoyens, sans leur promettre des fausses solutions. De combattre les inégalités, qui font que **les plus démunis ou les plus pauvres sont aussi les plus touchés par le dérèglement climatique, alors qu'ils en sont les moins responsables dans leur mode de vie.**

Malheureusement, **la plupart des candidats et candidates ne proposent aucun des changements profonds et structurels nécessaires pour répondre efficacement à l'urgence climatique.** La plupart des décideurs, dirigeants de multinationales, « experts » économiques, minimisent le danger et refusent de changer leur logique centrée sur l'accumulation du profit. Ce « déni cosmique » les fait ressembler à ces personnages du film « Don't Look Up » qui refusent de s'alarmer alors même qu'une comète géante va pulvériser la Terre.

Pour les forcer à redresser la tête, à regarder le dérèglement climatique en face, nous devons les interpeller et leur rappeler sans cesse que l'urgence climatique est déjà là. Nous devons leur prouver qu'**un autre modèle, plus désirable, basé sur la justice climatique et sociale, est possible.** Nous devons leur montrer que nous sommes très nombreux et déterminés à ne pas les laisser continuer comme si de rien n'était. Parce que l'urgence climatique est là, nous marcherons le 12 mars partout en France.

1

LES OBJECTIFS DES MARCHES « LOOK UP »

En France, l'élection présidentielle est traditionnellement un temps favorable au débat d'idées et l'occasion d'occuper l'espace politique et médiatique. Les marches « Look Up » du 12 mars ont donc plusieurs objectifs :

- **Montrer aux candidats à la présidentielle que le thème du climat préoccupe** autant, voire plus, que d'autres thématiques.
- **Offrir un espace d'expression** à tous ceux qui considèrent que la justice sociale et climatique doit être au centre des décisions politiques.
- Inviter tous les citoyens et citoyennes à s'engager et à **rejoindre les collectifs** qui agissent contre l'urgence climatique et pour la justice sociale.
- Rendre visible le mouvement climat en montrant **sa capacité de mobilisation**.

Cette mobilisation ne se résume pas à un rassemblement parisien, mais concerne tout le territoire. Avec plus de 110 cortèges prévus partout en France, c'est la preuve que l'urgence climatique concerne toutes les franges de la population.



2

LA FAIBLE PLACE DU CLIMAT DANS LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE

Le constat est dressé par l'ensemble des associations climatiques: le dérèglement climatique passe à l'arrière-plan de cette campagne présidentielle. Alors que **le GIEC vient de publier un nouveau rapport alarmant**, il a été très peu mentionné dans les médias de grande écoute. Ainsi, selon l'association « Plus de climat dans les médias », **les principaux JT n'ont consacré, ensemble, que 3 minutes au rapport**, le jour même de sa publication [1].

Si la guerre en Ukraine a évidemment concentré le regard médiatique et à juste titre, il convient de souligner que ce traitement minimal de l'urgence climatique était déjà installé avant le déclenchement du conflit. Le 17 février dernier, le baromètre de l'institut Onclusive réalisé pour l'Affaire du siècle constatait déjà que **le climat occupait moins de 3% du « volume rédactionnel » de la campagne présidentielle**. Finalement, c'est en-dehors des médias traditionnels qu'un débat consacré au sujet aura lieu le 13 mars sur *Twitch*.

Loin d'être un détail, cette discrétion médiatique et politique est aussi un frein à l'action. « **Les réseaux sociaux et les médias peuvent avoir un impact significatif pour faire progresser la conscience climatique et la légitimité des actions engagées** » [2] notent ainsi les auteurs du rapport du GIEC.

Avec les marches du 12 mars, **les centaines d'organisations participantes** souhaitent que l'urgence climatique soit enfin considérée par tous les médias comme un enjeu majeur, qui va bien au-delà des images spectaculaires d'incendies ou d'inondations. Même si de nombreux journalistes sont aujourd'hui spécialisés sur le climat, ils n'ont pas toujours la main sur les choix éditoriaux ou sur les thèmes abordés avec les invités politiques. Pourtant, le dérèglement climatique concerne tous les aspects de la société : économie, santé, transports, etc. Cela mérite selon nous une couverture médiatique de grande ampleur, basée sur des informations fiables.

[1] Comptage effectué après visionnage des JT de TF1 (13h et 20h), France 2 (13h et 20h), France 3 (Editions Nationales du 12/13 et 19/20), Arte (Journal, 28 Minutes) et M6 (12h45).

[2] Voir <https://vert.eco/articles/giec>

3

LES ORGANISATIONS PARTICIPANTES ET LES VILLES MOBILISÉES



Les marches « Look Up » du 12 mars rassembleront **plus de 450 organisations**, associations entreprises, syndicats et collectifs dans tous les territoires : métropoles comme territoires ruraux de France. Ce sont en tout **plus de 110 mobilisations** qui sont prévues à cette date (*des chiffres qui sont quotidiennement actualisés sur www.marcheclimat.fr/12mars/*).

Le mouvement regroupe les principales associations climatiques françaises comme Attac, Alternatiba, ANV-COP21, les Amis de la Terre France, Oxfam France ou encore Zero Waste. Avec leurs différences, toutes ces associations mesurent l'enjeu de ces élections et l'urgence de recentrer les débats sur le climat et la justice sociale.

Plusieurs syndicats seront aussi présents, notamment la CFTC, la CGT, l'UNEF ou encore la FSU. La médiatisation des enjeux climatiques concerne la société toute entière et ces différents acteurs l'ont compris. Une trentaine d'entreprises y prendront part également, parmi lesquelles Time for the Planet, Enercoop et des magasins Biocoop.

Enfin, un grand nombre de collectifs se sont intégrés aux marches dans les différentes villes mobilisées. Plusieurs groupes locaux Alternatiba et ANV-COP21 y participeront, comme à Besançon, Alfortville ou Montpellier ; les Citoyens Pour Le Climat seront présents à Nice, Grenoble et Laval ; les militants du Pacte pour la Transition marcheront à Nemours, dans les Hauts-de-France et à Paris.

Au total, les marches "Look Up" mobiliseront plus d'une centaine de villes partout en France, en Corse jusqu'à la Réunion. Des marches seront ainsi organisées à Lyon, Strasbourg, Bordeaux, Nevers, Tours, Ajaccio, Brest ou encore Saint-Pierre.

4

PRÉSENTATION DES INTERVENANTS



Elodie Nace

Activiste climat et porte-parole des mouvements citoyens Alternatiba et Action non-violente COP21. Engagée depuis 2015 au moment de la COP21, elle a participé à l'organisation des Marches pour le climat à Paris depuis 2018 et à des actions de désobéissance civile pour le climat.



Gabriel Mazzolini

Activiste climat et chargé de mobilisation et construction de mouvement au sein des Amis de la Terre. A coordonné des marches pour le climat depuis 2014, co-fondateur de la base Paris et de Verdragon Maison de l'écologie populaire. Travaille au développement de l'écologie populaire.



Soraya Fettih

Chargée de campagnes chez 350.org, militante antiraciste et décoloniale. 350.org est un mouvement international de personnes ordinaires œuvrant à mettre un terme à l'ère des combustibles fossiles et à construire un monde où l'énergie renouvelable soutenue par les populations locales est accessible à tou.te.s.



Benjamin Ball

Membre de Il est encore temps. Organisateur de communautés sur le terrain et l'espace numérique, sur les questions sociales, démocratiques et écologiques. Co-coordonateur des mobilisations locales pour le climat depuis octobre 2018 et pour le 12 mars.

4

PRÉSENTATION DES INTERVENANTS



Lorette Philippot

Elle a rejoint les Amis de la Terre France en 2017, où elle est responsable des activités de campagne et de plaider sur la fin des soutiens des acteurs financiers aux énergies fossiles. Elle travaille principalement sur le dérèglement climatique et le secteur énergétique.

Mohamed Mechmache

Fondateur et président d'honneur du collectif « Pas Sans Nous ». Créé en 2014, ce collectif se définit comme un « syndicat des quartiers ». Il veut faire entendre la voix des quartiers populaires et soutenir leurs habitants dans leurs différentes luttes : combat pour la justice sociale, contre les discriminations... La Coordination a démarré fin 2021 un Tour de France baptisé « Nos quartiers ont de la gueule », qui vise à leur donner la parole. Ce périple se conclura le 12 mars, jour de la marche, à Paris.



Laurent Grandguillaume

Président de TZCLD. L'association « Territoires zéro chômeur de longue durée » a été créée le 7 octobre 2016. Elle veut démontrer qu'il est possible, à l'échelle de petits territoires, sans surcoût significatif pour la collectivité, de proposer à toutes les personnes privées durablement d'emploi, un emploi à durée indéterminée à temps choisi. Le tout en développant des activités utiles pour répondre aux besoins du territoire, notamment des emplois verts.



**CONTACTS
PRESSE**

Mary Chevallier, presse@alternatiba.eu, +33 (0)9 72 27 85 95
Nicolas Raffin, presse@anv-cop21.org, +33 (0)6 25 13 05 92